

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation n° PIC 25 009 du 13/02/2025

Procédure : Marché de Travaux À Procédure Adaptée

Objet : modification des conduites d'aspiration et de ventilation de l'air dans un atelier de tri de linge hospitalier, suite à l'implantation d'une installation de tri automatisé, sur le site de la Pitié Salpêtrière, pour le compte du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution, de la date de début des travaux jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie éventuellement d'une prolongation de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

Ce document comprend 33 pages et est commun à l'ensemble des lots. Il est associé aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de cette consultation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	1 / 33

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet du marché dispositions générales	4
1.1	Objet du marché - allotissement	4
1.2	Prescriptions relatives à l'établissement en fonctionnement	4
1.3	Les intervenants	4
1.4	Etat et connaissance du site	4
1.5	Durée.....	5
1.6	Forme	5
1.7	Sous-traitance	5
1.8	Grève	6
1.9	Astreinte.....	6
1.10	Définition de la prestation.....	6
1.11	Certifications.....	7
ARTICLE 2	Documents contractuels	8
2.1	Pièces particulières et ordre de priorité des pièces du marché	8
ARTICLE 3	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans les prix – règlement des comptes	9
3.1	Repartition des paiements.....	9
3.1.1	Contenu des prix.....	9
3.2	Règlement des travaux	12
3.2.1	Règlement à prix global et forfaitaire	12
3.2.2	Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus	13
3.2.3	Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – Décompte final.....	14
3.2.4	Dégradation en cours de chantier- Règlement entre entreprise.....	16
3.2.5	Règlement du compte prorata.....	16
3.2.6	Révision provisoire.....	17
3.2.7	Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée	17
3.2.8	Paieement des sous-traitants.....	17
3.2.9	Variation des prix	19
ARTICLE 4	Délais d'exécution –Pénalités - Primes	19
4.1	Délais d'exécution DES travaux	19
4.1.1	Calendrier prévisionnel d'exécution	19
4.1.2	Calendrier détaillé d'exécution	19
4.2	Prolongation du délai d'exécution.....	20
4.3	Pénalités – retenues	20
4.3.1	Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution	20
4.3.2	Mode de calcul	21
4.3.3	Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté à un marché	21
4.3.4	Autres pénalités	22
4.3.5	Pénalités pour perte d'activité hospitalière	24
4.3.6	Cumul des retenues et des pénalités	24
4.3.7	Affectation des retenues et pénalités.....	24
4.4	Prime pour avance	24
4.5	Propreté sur le chantier	24
4.6	Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution	24
ARTICLE 5	Clause de financement et de surete – garanties	24
5.1	Retenue de garantie	24
5.2	Régime des garanties.....	25
5.3	Nantissement.....	25
5.4	Avance	25
ARTICLE 6	Provenance – Qualité – contrôle et prise en charge de matériaux et produits..	25
6.1	Provenance des matériaux et produits.....	25
6.1.1	Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	25
6.1.2	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier	26

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	2 / 33

6.1.3	Vérifications et surveillances avant livraison sur le chantier des matériaux et produits	26
6.1.4	Autres essais et vérifications des matériaux et produits	26
6.1.5	Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception	26
ARTICLE 7	Implantation des ouvrages	26
7.1	Implantation des ouvrages	26
ARTICLE 8	OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	26
8.1	EMBALLAGES	26
8.2	GESTION DES DECHETS	27
ARTICLE 9	contrôle et réception des travaux	27
9.1	Essais et contrôle des ouvrages	27
9.2	Réception	27
9.2.1	Généralités	27
9.2.2	Mise à disposition	27
9.2.3	Dispositions particulières	27
9.2.4	Levée des réserves	28
9.3	Information et formation du personnel exploitant	28
9.4	Délai de garantie	28
9.5	Documents fournis après réception	29
9.6	Clause de Réexamen	30
ARTICLE 10	Assurances	30
10.1	Généralités	30
10.2	Responsabilité civile - en cours de chantier, professionnelle et après réception	31
10.3	Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et a ses ouvrages	31
10.4	Garanties biennale et décennale	31
10.5	Assurance des bureaux de chantier	32
10.6	Attestations d'assurance	32
ARTICLE 11	Litiges	33
ARTICLE 12	Resiliation	33
ARTICLE 13	Dérogations	33

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE - ALLOTISSEMENT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de modification des conduites d'aspiration et de ventilation de l'air dans un atelier de tri de linge hospitalier, suite à l'implantation d'une installation automatisée, sur le site de la Pitié Salpêtrière, pour le compte du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Le projet est localisé sur le site de SCB à la Pitié Salpêtrière (Paris 13^{ème}), sur des emprises identifiées, occupées par le Service Central des Blanchisseries.

Les travaux font l'objet d'un seul lot.

Le contenu de l'opération et ses spécificités techniques à atteindre au titre du marché de réalisation des travaux sont décrits dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les annexes jointes au dossier de la présente consultation.

1.2 PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT EN FONCTIONNEMENT

Il est précisé que les travaux seront réalisés au sein du Service Central des Blanchisseries dont les horaires d'ouverture sont de 6 h à 19 h du lundi au vendredi, exceptionnellement, le samedi matin pouvant être travaillé.

Aucune coupure d'activité ni perturbation de l'activité de la blanchisserie ne sera acceptée. L'entreprise a obligation de mettre en œuvre immédiatement et sur simple demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre toute action corrective visant à remédier à une situation venant perturber l'activité de la blanchisserie.

Toutes les mesures nécessaires au maintien en fonctionnement permanent du site sont réputées comprises dans le prix de l'entreprise.

Le site traite par ailleurs du linge pour des patients sensibles, notamment immunodéprimés. A ce titre, aucune émission de poussière ne sera tolérée. Toutes les mesures nécessaires à l'absence de diffusion de poussière et d'aspergilliose vers la blanchisserie durant l'ensemble du chantier sont réputées comprises dans le prix de l'entreprise.

De même, la mise en œuvre de procédés visant à diminuer au maximum les nuisances sonores est réputée comprise dans les prix de l'entreprise.

1.3 LES INTERVENANTS

La Conduite d'opération de la maîtrise d'ouvrage :

La conduite d'opération est assurée par l'AP-HP – Service Technique du PIC SCA SCB SMS, représenté par son Directeur.

Maîtrise d'œuvre

La mission de Maîtrise d'œuvre est assurée par l'AP-HP – Service Technique du PIC SCA SCB SMS, représenté par le Directeur des services techniques.

1.4 ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- L'importance et la nature des travaux à effectuer
- Toutes les difficultés d'exécution

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	4 / 33

- L'état des constructions existantes et notamment la présence de matériaux de type amiante et plomb.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant les conditions optimales de la continuité du Service Central des Blanchisseries dont les horaires d'ouverture sont de 6 h à 19 h du lundi au vendredi et exceptionnellement le samedi matin.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre les contraintes résultant de son intervention en site occupé.

1.5 DUREE

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution indiqué sur chaque bon de commande et déroge ainsi à l'article 28.1 du C.C.A.G.

Les Travaux seront effectués en accord avec le responsable du service de Maintenance du PIC suivant les besoins aux jour et heure demandés (validées à la prise de rendez-vous), et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

La réception et le contrôle de l'exécution des travaux donne lieu à la signature obligatoire d'un bordereau d'exécution établis en deux exemplaires, remis par le prestataire au moment de l'intervention, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'exécution des travaux,
- La référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date)
- L'identification du titulaire du marché,
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ou de la prestation effectuée,
- La durée des travaux (jour de début et de fin)
- Le n° du marché

1.6 FORME

Le marché est à prix global et forfaitaire.

1.7 SOUS-TRAITANCE

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

En application de l'article R. 2193 du nouveau Code de la commande publique, le titulaire devra transmettre au service de la Maîtrise d'Ouvrage de l'AP-HP, et ce, pour chaque sous-traitant, l'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Le nom, la raison sociale du Titulaire ;
- Le nom, la raison sociale du sous-traitant ;
- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Le montant de l'auto-liquidation le cas échéant ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	5 / 33

- Les conditions de paiement et les modalités de variation des prix
- Le compte à créditer ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation précisant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Une attestation stipulant qu'aucune cession ni nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Une copie du contrat de sous-traitance sur demande d'ACHAT
- Les attestations fiscales et parafiscales des sous-traitants.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission d'une copie du DC4 signé par une personne habilitée autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues aux articles et 4.3.4 du présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.
- Les références du sous-traitant dans le domaine de la prestation sous-traitée.
- Les effectifs, chiffre d'affaires et organisation du sous-traitant
- La nature et la localisation précise des tâches sous-traitées, avec les lignes de la DPGF concernées
- Les titres professionnels des personnes appelées à exécuter la prestation sous-traitée.
- La méthodologie du sous-traitant pour l'exécution de la prestation.

1.8 GREVE

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

1.9 ASTREINTE

L'entreprise devra assurer durant toute la durée des travaux une astreinte 365j/365 et 24h/24. Cette astreinte devra être montée par un chargé d'affaires situé sur Paris ou la proche banlieue, devant pouvoir se rendre sur site en moins d'une heure en cas de nécessité, et devra avoir pouvoir d'engager l'entreprise et de mobiliser les moyens nécessaires à la résolution des problèmes qui pourraient survenir hors heures et jours ouvrés.

1.10 DEFINITION DE LA PRESTATION

La description de ces prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières de chaque lot (CCTP) complétés par les plans établis par la maîtrise d'œuvre.

Il est clairement précisé au titulaire de chaque lot qu'il devra prendre en compte en tant que nécessaire l'ensemble des observations formulées par le maître d'œuvre dans des avis écrits. Toutefois ces observations ne constitueront jamais une immixtion dans la responsabilité du titulaire.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	6 / 33

1.11 CERTIFICATIONS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte auprès de la société ACTRADIS dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2142 et à l'article R.2162 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail, conformément aux dispositions du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché aux torts du titulaire. La résiliation du marché sera suivie de la passation d'un autre marché aux frais et risques du titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

La décision de résiliation sera prise après notification au titulaire d'une mise en demeure. La mise en demeure préalable précisera :

- le(s) manquement(s) reproché(s),
- le délai laissé au titulaire pour présenter ses (leurs) observations,
- la sanction envisagée.

En cas de non-respect des obligations relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	7 / 33

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 PIECES PARTICULIERES ET ORDRE DE PRIORITE DES PIECES DU MARCHÉ

Les marchés sont régis par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

2.1.1 Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les documents constituant le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et en second lieu les plans, notices, descriptions suivant la procédure de consultation des entreprises ;
- La Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF). L'entrepreneur est tenu de joindre à son AE, la DPGF établie conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG Travaux. Ce document aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'œuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits.
- Le Mémoire Technique (MT)

2.1.2 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini dans l'AE.

Suivant le cas :

- Les fascicules des clauses techniques générales applicables aux différents lots.
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (DTU)
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CGS-DTU)
- L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise à l'opération.
- En l'absence du CGS-DTU, les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
- Normes de l'Association Française de Normalisation.
- CCAG applicable aux marchés publics de travaux en vigueur au moment de la passation du marché.
- Les avis techniques en vigueur
- La réglementation relative à la sécurité incendie dans les ERP
- Le règlement sanitaire départemental
- La réglementation relative à l'accès des bâtiments aux personnes handicapées physiques
- La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché. Les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois de la remise de l'offre.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

En cas de contradiction sur la définition des prestations, la disposition la plus « onéreuse et contraignante » s'applique, dans le respect du projet architectural.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	8 / 33

Il appartiendra au Maître d'Œuvre de définir l'interprétation retenue des travaux que le titulaire devra réaliser dans le cadre du prix global et forfaitaire du marché et de son délai.

ARTICLE 3 CONTENU DES PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les prix sont exprimés en euros hors T.V.A et toutes taxes comprises.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les stipulations de l'Acte d'engagement par un prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont exprimés en Euros hors T.V.A. et comprennent toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes.

3.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 9.1 du CCAG Travaux, complété par ce qui suit, et en considérant ces éléments comme inclus :

- Les frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la Maîtrise d'Œuvre, les frais d'établissement des plans de détail d'exécution selon cahier des charge BIM, les calendriers, les schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre et des organismes de prévention, ainsi que les frais d'études pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- Les sujétions d'organisation du chantier dans l'enceinte de l'emprise travaux, abords inclus ;
- L'établissement et l'affichage d'un plan de circulation concernant les déplacements des ouvriers, engins et matériaux, et prévoyant des passages leur étant strictement réservés, l'information et la sensibilisation des ouvriers et de leurs responsables, au risque d'aspergilliose lié aux travaux hospitaliers ;
- Le maintien en service et en toute sécurité 24 h/24 des voies empruntées par les véhicules de tous gabarit et tonnage et par les piétons ;
- Des itinéraires imposés par le maître de l'ouvrage pour l'emprunt des voies de l'établissement et des tranches horaires d'utilisation de ces itinéraires.
- Le respect et maintien (inclus réparations rendues nécessaires suite à une détérioration du fait du présent marché) des servitudes de passage liées à l'Hôpital, ceci dans l'emprise des travaux et à ses abords ;
- Le respect des servitudes de passage ;
- Les incidences d'organisation de chantier et de réalisation sur un site occupé par un Établissement hospitalier en fonctionnement 24/24. Le titulaire étant informé que son intervention doit inclure toutes les prestations permettant d'assurer la continuité totale du service hospitalier en permanence sans augmentation des risques pour les patients, les usagers et les personnels hospitaliers ;
- La mise au point du calendrier détaillé suivant les dispositions du présent CCAP et notamment de tous les frais inhérents à la mise au point de ce document ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	9 / 33

- Les incidences sur l'organisation et la réalisation des travaux dues à l'exécution simultanée d'autres chantiers dans l'enceinte du groupe hospitalier ;
- Le respect des horaires de travail compte tenu des nuisances liées aux bruits/poussières vis-à-vis de l'Hôpital
- Les frais de coordination du titulaire d'un marché vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels ou cotraitants, ainsi que de la marge du mandataire ou du titulaire pour la défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations du lot concerné ;
- Les frais liés à toutes les mesures préalables de déconnection et de sécurisation des réseaux à déposer dans le cadre des travaux
- Le fait que l'Entrepreneur doit installer, à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'emprise travaux ;
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- Les frais nécessités par la protection des ouvrages réalisés et ceux existants ;
- Les frais consécutifs à des interventions dont les horaires seraient imposés à l'Entrepreneur compte tenu des nécessités de fonctionnement de l'établissement.
- Des frais liés à la réalisation des études ou reprises d'études et mises à prix nécessaires à la réalisation de devis pour les travaux modificatifs demandés par la Maîtrise d'œuvre, qu'ils soient ou non suivis de réalisation, cette incidence étant intégrée dans chaque prix unitaire de la DPGF.
- De l'éventuel travail en 2 fois 8 ou en week-end au moment de contrainte particulière, d'approvisionnement, de rattrapage de retard ou pour toute autre raison.
- Pour les ouvrages modificatifs demandés par le Maître de l'Ouvrage (complément de programme), aucune plus-value ne sera accordée sur le montant forfaitaire desdits frais de coordination pour une masse de travaux modificatifs inférieure ou égale à 15 % de la masse initiale (par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux).
- Le titulaire devra en outre prendre à sa charge, en vue de limiter la gêne occasionnée aux personnes et au voisinage, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients provenant des bruits et des poussières. La Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage pourront exiger, sans suppléments de prix, tous dispositifs à même de limiter cette gêne occasionnée si l'Entreprise ne les met pas en œuvre de façon satisfaisante. Par ailleurs, en complément des textes réglementaires, il doit en plus être tenu compte des réglementations locales concernant notamment :
 - o Odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, papiers, emballages, etc.)
 - o Poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvements de gravois, etc.)
 - o Détritus divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier
 - o État défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations

Les exigences suivantes devront être intégrées dans l'offre :

- Seul l'emploi de compresseurs insonorisés est autorisé.
- Il sera fait interdiction de brûler quoi que ce soit sur place.
Dans le cas d'inobservations de ces dispositions, il sera appliqué les mesures coercitives précisées à l'article 4.3 ci-après.
- L'Entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des Entrepreneurs d'autres lots, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	10 / 33

- L'Entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.
- En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent à l'Entrepreneur titulaire du marché correspondant.
- Les prix sont établis en tenant compte de toutes les dispositions prises pour respecter le délai de l'opération.
- Frais relatifs aux prescriptions du bureau de contrôle et du coordonnateur S.P.S et notamment aux frais d'installation de chantier
- Frais de remise en état des abords après enlèvement des installations de chantier. Il est rappelé que l'entrepreneur devra prendre toutes mesures nécessaires pour interdire strictement la propagation des poussières en dehors de la zone de chantier.
- Les prix tiennent compte de la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou pendant les jours normalement non ouvrés).
- Les prix du marché sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.
- Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public entre autres, incombent à l'Entreprise, ainsi que les frais éventuels y afférents.

Les prix sont réputés comprendre également :

- Les frais découlant de la situation du site et de son environnement ;
- Les frais de consommation énergétique et eau potable du chantier ;
- Les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli ;
- Les frais de tracé, implantation ;
- Les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité ;
- Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les réparations dues pour dégradations des voies Publiques ;
- Toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes ;
- Les frais de garantie et d'assurance ;
- Les frais de constat d'état des lieux avant le démarrage des travaux ;
- Les frais résultant des mesures nécessitées par le gardiennage des installations jusqu'à leur réception ;
- Les frais de protection des ouvrages jusqu'à la date de réception ;
- Les frais de nettoyage quotidien des lieux, notamment : les abords du chantier, les installations de chantiers
- Les ouvrages en construction, les aires de stockage des matériaux, etc. ;
- Les frais résultant des conditions d'exécution exposées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières ;
- L'Entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier ;
- Les frais de branchement de chantier et leur maintien tout au long de la durée des travaux ;
- Les sujétions liées au maintien en fonctionnement de tous les réseaux du site.
- Les frais à la constitution éventuelle des dossiers ATEX

Les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants.

Le titulaire est tenu d'assurer à ses frais les clôtures de chantier et l'écran sanitaire en interface avec l'hôpital, les gardes corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les éléments ou matériels nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	11 / 33

- Avoir pris connaissance du CCTP et de tous les documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que les sites et lieux, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec les travaux d'exécution ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées à la présence des personnes dans le cas de travaux sur site occupé, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature du terrain, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantier...) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les enseignements complémentaires éventuels près du CSPS le cas échéant ;
- Avoir pris en compte les dispositions particulières relatives à la conduite du chantier et des travaux afin de maîtriser au strict minimum les nuisances tant vis-à-vis de l'environnement que vis-à-vis des riverains ainsi que des personnels travaillant sur site ;
- Avoir pris en compte les conditions d'utilisation des voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Le titulaire devra en assurer l'entretien permanent et faire procéder le cas échéant à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée et ce à ses frais.

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur le site de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution.

Il est rappelé que le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante du site, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès...

Les renseignements donnés dans les pièces (étude de sols,) qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous son entière responsabilité et à ses frais et risques.

3.2 REGLEMENT DES TRAVAUX

3.2.1 Règlement à prix global et forfaitaire

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global forfaitaire dont la décomposition est donnée dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire de chaque lot (DPGF).

Les détails estimatifs et les quantités y figurant, sont établis par l'Entrepreneur selon les différents articles des CCTP de chaque lot. A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc.

Les prix établis par l'Entrepreneur et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, l'Entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qu'il a portées au détail estimatif ; ce document n'étant pas contractuel hormis pour les prix d'œuvre

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	12 / 33

qu'il contient, lesquels servent à établir les situations mensuelles, les révisions, ainsi qu'à composer des prix nouveaux éventuels.

3.2.2 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des Fiches de Travaux Modificatifs pourront être émises par le Maître d'Œuvre.

Elles mentionneront la définition des travaux non prévus avec la limite des prestations entre lots.

Les Entreprises concernées devront fournir au Maître d'Œuvre, dans un délai de dix jours (10 jours) ouvrables maximum à compter de la date de notification de la demande, un devis de travaux.

Ce devis sera établi dans les formes du cadre remis par le Maître d'Œuvre en accord avec le Maître de l'Ouvrage. Il devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans les DPGF ou les sous-détails de prix d'unités.

Les prix unitaires du marché seront appliqués et sont réputés tenir compte des frais d'études et de chiffrage.

Les Ordres de Service pour travaux modificatifs seront établis par le Maître d'Œuvre, visés par le Maître d'Ouvrage puis notifiés à l'Entrepreneur.

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront régis dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G Travaux.

3.2.2.1 Décision de poursuivre

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul maître d'ouvrage qui a pour unique objet de permettre l'exécution des prestations au-delà du montant initialement prévu par le marché. Elle reprend les ordres de service valorisés signés par l'AP-HP depuis le démarrage du chantier.

En dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, l'augmentation limite fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

En dérogation au CCAG Travaux et notamment à ses articles 14.2, 14.3 et 14.4, l'augmentation de la masse contractuelle des travaux pourra faire l'objet d'une décision de poursuivre délivrée par le maître d'ouvrage et notifiée à l'entrepreneur, dans la limite de 15% du montant contractuel du marché.

Cette augmentation ou cette diminution de la masse des travaux pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un avenant établi dans les limites fixées ci-avant.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G en vigueur au moment de la passation du marché, la diminution limite fixée audit article est portée à 15 % de la masse initiale.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la décomposition.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	13 / 33

Lorsque les prescriptions des deux alinéas ci-avant ne sont pas applicables, les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont réglés à l'aide de prix nouveaux arrêtés en accord avec la Maîtrise d'Œuvre, établis sur les mêmes bases que ceux portés dans les sous-détails de prix unitaires.

3.2.2.2 Sous détails de prix unitaires et de prix nouveaux

A la première demande du maître d'ouvrage, l'entrepreneur fournira sous 10 jours ouvrables les sous détails de prix unitaires qui lui sont demandés afin de définir l'économie des prix du marché.

3.2.3 Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – Décompte final

Il sera mis en place une plateforme pour la gestion dématérialisée des décomptes.

3.2.3.1 Décomptes mensuels

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les décomptes mensuels seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG, et selon le modèle agréé par le Maître d'Ouvrage et fourni par le Maître d'Œuvre.

Les règlements seront effectués conformément au Code des Marchés Publics et les demandes d'acompte du mois m devront être remises au Maître d'Œuvre lors du dernier rendez-vous de chantier du mois ou au plus tard le 25 du mois considéré en dérogation au 12.1 du CCAG.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP.

Les entreprises doivent adresser leurs factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les entreprises doivent transmettre leurs factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou en déposant les fichiers PDF (signés ou non signés).

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage mettrait en place une solution informatique intégrée de gestion des acomptes se substituant à Chorus, les entreprises seront alors tenues d'y saisir leur DPGF et leur avancement.

Les décomptes sont cumulatifs.

Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le Maître d'Œuvre.

Des acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels établis par les Entrepreneurs.

3.2.3.2 Cas des approvisionnements

Sur chantier, en usine ou en atelier, les approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails des prix unitaires visés à l'article 10.4 du CCAG et dans les conditions prévues à l'article 10.5 du même document. Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 50% de la valeur calculée sur les prix ci-avant et sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	14 / 33

Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :

- 1) Les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;
- 2) Que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le maître d'œuvre qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

- Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété,
- Une attestation d'assurance contre le vol, le vandalisme et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abattement précisé ci-après.

3) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

Suivant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, du bordereau spécial d'approvisionnement que l'entreprise devra joindre à son A.E.

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

Suivant les prix de fourniture 'matériel terminé' de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

- Le prix de fourniture du matériel terminé
- Le prix de transport sur le chantier
- Le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Les approvisionnements resteront sous la responsabilité et sous la garde des entrepreneurs et devront être couverts par les assurances de l'entrepreneur et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant ces approvisionnements.

3.2.3.3 Délai maximum de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités, est fixé à 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception par le Maître d'Œuvre du projet de décompte établi par l'Entrepreneur. Il ne peut être antérieur au premier jour du mois qui suit celui d'exécution des prestations demandées en paiement.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation par l'Entrepreneur du décompte général.

3.2.3.4 Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final dans les conditions fixées au CCAG.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	15 / 33

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en bas et révisions, les montants corrigés par le réviseur et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte à la maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra impérativement :

- Avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception
- Avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes de sous-traitance
- Avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants

3.2.4 Dégradation en cours de chantier- Règlement entre entreprise

- Au cours du chantier si un entrepreneur constate avoir subi des dégradations sur ses ouvrages, il doit le faire constater contradictoirement en présence du gestionnaire du lot n°1, gestionnaire du compte inter-entreprises. Les devis afférents de remise en état seront adressés au lot n°1 qui rendra son arbitrage auprès des entreprises concernées. Les sommes dues par les différentes entreprises seront portées au compte inter-entreprises.

Dans le cas où l'arbitrage du lot n°1 serait contesté et dans ce cas seulement l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre sera demandé. Les devis afférents de remise en état seront alors adressés à la maîtrise d'œuvre qui en validera le contenu et établira les responsabilités.

La maîtrise d'ouvrage ne saurait être appelée dans la cause.

Si les arbitrages du lot n°1 gestionnaire du compte inter-entreprises et de la maîtrise d'œuvre ne sont pas acceptés par l'entrepreneur estimant avoir subi un préjudice, ce dernier pourra alors saisir le tribunal compétant.

- Dans le cas particulier où le lot n°1 estimerait avoir subi un préjudice du fait de dégradations ou dans le cas particulier où un entrepreneur estime que le lot n°1 lui a porté préjudice, l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre sera sollicité après réalisation d'un constat contradictoire.

Si l'arbitrage est accepté, les sommes dues par les différentes entreprises seront portées au compte inter-entreprises.

La maîtrise d'ouvrage ne saurait être appelée dans la cause.

Si les arbitrages du lot n°1 gestionnaire du compte inter-entreprises et de la maîtrise d'œuvre ne sont pas acceptés par l'entrepreneur estimant avoir subi un préjudice, ce dernier pourra alors saisir le tribunal compétant.

3.2.5 Règlement du compte prorata

Les entrepreneurs feront leur affaire du règlement des sommes liées au compte inter-entreprises. Le lot n°1 gestionnaire du compte effectuera toutes relances nécessaires en temps utile auprès de ses débiteurs éventuels afin de s'assurer d'un règlement effectif à la clôture du chantier.

En cas d'absence avérée de règlement, il devra saisir le tribunal compétent pour obtenir réparation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	16 / 33

La maîtrise d'ouvrage ne saurait être appelée dans la cause. Les projets de décomptes généraux des entreprises seront traités sans établissement de quitus de paiement du compte inter-entreprises.

3.2.6 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index ou de l'indice correspondant.

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde devra faire apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

3.2.7 Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux en vigueur lors des encaissements.

3.2.8 Paiement des sous-traitants

3.2.8.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

L'acte de sous-traitance indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - ✓ La date (ou le mois) d'établissement des prix
 - ✓ Les modalités de mise à jour du prix
 - ✓ Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
 - ✓ Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-46 à R.2191-53 et R.2191-58 du nouveau code de la commande publique : Le Directeur du PIC (Le compte à créditer du sous-traitant)
- Le comptable assignataire des paiements

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte de sous-traitance :

- ✓ Le formulaire DC4 dûment signé du titulaire et du sous-traitant
- ✓ Des justificatifs de la régularité de la situation du sous-traitant pressenti en matière d'obligations fiscales et sociales lors des passations de marché public
- ✓ L'un des documents suivants :
 - Le K-bis
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	17 / 33

✓ Pour le sous-traitant établi ou domicilié à l'étranger :

- Un document mentionnant le n° de TVA intracommunautaire ou si le sous-traitant n'est pas établi dans un pays de l'union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du représentant du sous-traitant auprès de l'administration fiscale française
- Un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE ou d'une convention internationale de sécurité sociale. Lorsque la législation de son pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue au code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF
- Lorsque l'immatriculation du sous-traitant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription

- ✓ Relevé d'identité bancaire ou postal original
- ✓ Attestation d'assurance récente garantissant la responsabilité du sous-traitant à l'égard des tiers
- ✓ Preuve des capacités financières : 3 derniers chiffres d'affaires
- ✓ Preuve des capacités techniques : liste des moyens humains et techniques
- ✓ Preuve des capacités professionnelles : références récentes et / ou titres professionnels garantissant la bonne exécution de la prestation sous-traitée.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier)

Dès la signature de l'acte de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement, précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre.

3.2.8.2 Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché ou en cas de groupement, à celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé, à l'adresse définie dans le présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu dans le présent document. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé si, pendant ce

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	18 / 33

délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'alinéa précédent.

3.2.9 Variation des prix

En application des articles R. 2112-5 à R. 2112-12 du code de la commande publique, les prix du marché sont fermes et actualisables.

Les prix pourront être actualisés si le délai entre l'offre et la date d'exécution est supérieur à 3 mois, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date du début d'exécution des prestations.

Indices utilisés :

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la réactualisation des prix des prestations sont les suivants :

Désignation du corps d'état	Index de révision
CVC	BT41

Ces index utilisés sont ceux publiés par l'INSEE.

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION –PENALITES - PRIMES

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution sont décomptés conformément à l'article 18 du CCAG.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement, pour le délai global des travaux qui comprend les périodes de préparation, les intempéries et congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution. Cet ordre de service fixe la date de départ du délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution constituant l'ensemble du présent marché est fixé dans l'acte d'engagement. Les délais prévisionnels d'exécution sont indiqués à l'article 1.5 du présent CCAP.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation de 1 mois, durée de préparation qui déroge à l'article 28.1 du CCAG, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global d'exécution défini ci-avant.

Ces délais d'exécution qui figurent au calendrier prévisionnel d'exécution joint en annexe partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par un ordre de service.

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	19 / 33

A partir du calendrier prévisionnel d'exécution défini précédemment, le maître d'ouvrage ou l'OPC établit après avoir consulté les entrepreneurs titulaires des différents lots le calendrier détaillé d'exécution précédé éventuellement jusqu'à l'attribution du dernier lot les calendriers détaillés préparatoires.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de fabrication en atelier ou en usine, les tâches caractéristiques dont se compose chaque lot, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération, les opérations préalables à la réception.

Pour l'établissement de ces calendriers, chaque entrepreneur doit dans les dix jours suivant la demande du maître d'œuvre, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrage et par unité, les définitions des tâches de son lot, leur durée, les liaisons avec les tâches précédentes de son lot ou d'un autre lot.

Il précise en outre pour chaque phase :

La cadence d'exécution.

Les moyens en personnel et matériels prévus.

Les contraintes particulières telles que : nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements concessionnaires, etc...

Après mise au point en accord avec les entrepreneurs et approbation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, ces calendriers détaillés sont notifiés par ordre de service aux intervenants, le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

Conformément à l'article 2 ci avant, c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

Chaque entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées ci-après.

4.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Les délais fixés au calendrier contractuel détaillé d'exécution sont réputés hors intempéries.

Toute prolongation de ce délai sera fixée par ordre de service dans les conditions prévues au 1er alinéa de l'article 18.2.2 du CCAG.

Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels aura mis en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré.

4.3 PENALITES – RETENUES

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52).

Il est précisé que les pénalités et retenues sont révisables aux conditions du marché.

4.3.1 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

En complément des indications de l'article 18.2 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	20 / 33

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de terminaison des travaux dudit lot sans neutraliser les diverses interruptions.

4.3.2 Mode de calcul

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 1/2 000^e du montant HT de l'ensemble du marché éventuellement modifié ou complété par les ordres de service intervenus, sans que cette pénalité puisse être inférieur à 300 € nets de taxes par jour calendaire de retard.

Cette pénalité est évaluée à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif à l'Entrepreneur principal du marché pour répartition entre ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'Entrepreneur principal du marché par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'Entrepreneur principal dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue au 3 de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'Entrepreneur principal du lot concerné.

Il est précisé qu'un entrepreneur, soumis à des pénalités provisoires et ayant in fine terminé ses travaux dans le délai imparti, pourra se voir confirmer l'application de pénalités définitives s'il a perturbé la bonne marche du chantier ou s'il a provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

Ce mode de calcul est valable pour les pénalités de l'article 4.3.3 du CCAP

4.3.3 Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté à un marché

Ces pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution du lot et de la date d'expiration des travaux de ce lot fixée au calendrier détaillé d'exécution. Ces pénalités dérogent à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

4.3.3.1 Retenues pour retard dans la réalisation des tâches

Des retenues journalières calculées selon indications de l'article 4.3.1 ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé.

Il est précisé en particulier que la désignation des sous-traitants d'études rentre dans le cadre du présent paragraphe. Le délai de désignation est indiqué dans le Règlement de chantier – à défaut il sera d'un mois à partir de l'OS de démarrage du lot considéré.

4.3.3.2 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si l'Entrepreneur n'a pas remédié dans le délai fixé à l'article 9.2 du présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées à l'article 4.3.1 ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G Travaux.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	21 / 33

4.3.4 Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, l'Entrepreneur encourt les retenues ou pénalités suivantes :

1) Retard dans l'installation ou le repliement de chantier :

Par jour calendaire : 500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC

2) Retard dans la libération des terrains et emplacement mis à la disposition des entrepreneurs par le maître d'ouvrage et ou des emprises de chantier dans le domaine public.

Par jour calendaire 300 € net de taxes à déduire sur le montant global TTC

3) Non-respect du périmètre de travaux autorisé :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € à déduire sur le montant total TTC

4) Non-respect des servitudes de passage :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € à déduire sur le montant total TTC

5) Dégradation et retard dans la réparation immédiate consécutive à cette dégradation occasionnée aux servitudes de passage, y compris celles situées aux abords immédiats de l'emprise travaux :

Pour chaque détérioration constatée et par jour calendaire de retard : 600,00 € HT (six cents euros H.T.) à déduire sur le montant total TTC

6) Dépôts de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites :

Par jour calendaire et infraction constatée : 300,00 € à déduire sur le montant total TTC

7) Retard dans l'évacuation des gravois et matériaux inemployés hors du chantier :

Par zone et par jour calendaire : 150,00 € à déduire sur le montant total TTC

8) Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage et/ou des emprises de chantier dans le domaine public :

Par jour calendaire : 350,00 € à déduire sur le montant total TTC

9) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € à déduire sur le montant total TTC

10) Travaux sur le domaine public, sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente):

Par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : 600,00 € HT (six cents euros H.T.)

11) Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente):

Le cas : 600,00 € HT (six cents euros H.T.)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	22 / 33

- 12) Dégradation des arbres en place à conserver en leur faisant courir un risque pour leur Survie :
Pour chaque infraction constatée et par arbre : 10 000,00 € HT (dix mille euros H.T.)
- 13) Non-respect des horaires de travail autorisés :
Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € HT (trois cent cinquante euros H.T.)
- 14) Travaux bruyants au-delà des niveaux autorisés ou travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) :
Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € HT (trois cent cinquante euros H.T.)
- 15) Retard dans le nettoyage du chantier (poste de travail ou zone affectée à l'Entreprise par la MOE, le CSPS) et manquement aux règles de nettoyage d'un véhicule en partance du chantier (par véhicule constaté) :
Par zone et par jour calendaire : 300,00 € HT (trois cents euros H.T.)
- 16) Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude, visite de chantier :
300,00 € HT (trois cents euros H.T.)
- 17) Utilisation du téléphone portable pendant les réunions de chantier et autres réunions
Par infraction 100 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC
- 18) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, (plans d'exécution, notes de calculs, fiches techniques, études de détail, planning, etc.) :
Par document et par jour calendaire de retard : 150,00 € HT (cent cinquante euros H.T.)
- 19) Non-respect de la charte chantier à faibles nuisances
Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € HT (trois cent cinquante euros H.T.)

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par la Maître d'Œuvre de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

Défaut d'agrément des sous-traitants

L'agrément écrit de la MOE et de la MOA est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 5 000 €HT et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délai. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	23 / 33

4.3.5 Pénalités pour perte d'activité hospitalière

Il est précisé que les travaux seront réalisés au sein du Service Central des Blanchisseries dont les horaires d'ouverture sont de 6 h à 20 h du lundi au vendredi, exceptionnellement, le samedi matin pouvant être travaillé.

En cas d'arrêt de la blanchisserie total ou partiel, provenant de la responsabilité avérée d'une entreprise (désordres de gros œuvre, fuites d'eau, coupures de courant, de la ventilation, du rafraichissement...), la perte d'activité subie par l'APHP pourra être mise à la charge de l'entreprise via un OS en moins-value. Cette perte d'activité sera calculée sur la base d'un calcul effectué par la Direction des Finances du Groupe Hospitalier.

4.3.6 Cumul des retenues et des pénalités

Toutes les retenues et pénalités objet des articles 4.3.1 et 4.3.6 ci-avant sont cumulables entre elles et non plafonnées et dérogent à l'article 19.2.2 du CCAG.

4.3.7 Affectation des retenues et pénalités

Le produit du montant des retenues et pénalités, objet des articles 4.3.1 et 4.3.6 ci-avant, vient en atténuation de la dépense due au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette.

4.4 PRIME POUR AVANCE

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.5 PROPRETE SUR LE CHANTIER

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le chantier doit être en permanence en état de propreté. Des ordres de service exécutoires sans incidence financière signés par la MOE seront le cas échéant notifiés aux entreprises afin d'ordonner une remise en état de propreté.

En l'absence de résultats probants après une première campagne demandée par ordre de service, la MOE et la MOA se réservent la possibilité de faire appel à une entreprise extérieure pour réaliser un ou des nettoyages globaux du chantier. Le montant de ces interventions seront retenues à chaque entreprise en fonction de son taux de participation au compte inter-entreprises.

4.6 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

En cas de non fourniture, à la date de la réception, en dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, des plans et autres documents conformes à l'exécution, une retenue forfaitaire provisoire égale à 10.000 € HT (dix mille euros H.T.) sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux sur les sommes dues à l'Entrepreneur. Au-delà de **1 mois** suivant la réception, après mise en demeure préalable, si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets, la totalité de la retenue provisoire deviendra définitive.

ARTICLE 5 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE – GARANTIES

5.1 RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 12 du C.C.A.G Travaux, il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque Entrepreneur, une retenue de garantie de 5 % (Cinq pour cent). Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	24 / 33

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

5.2 REGIME DES GARANTIES

En application des articles R.2191-33 à R.2191-42 du nouveau code de la commande publique :

- La garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- L'organisme accordant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ou le comité des établissements de crédit visé à l'article 29 de la loi n° 84-46 du 24 Janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;
- Le Maître d'Ouvrage conserve la liberté d'acceptation ou de non acceptation des organismes apportant leur garantie.

5.3 NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R.2191-53 à R.2191-63 du nouveau code de la commande publique.

5.4 AVANCE

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé au directeur du PIC et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

ARTICLE 6 PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.1.1 Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP précise quels matériaux et produits font l'objet de vérification, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

L'Entrepreneur adresse au Maître d'Œuvre, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	25 / 33

6.1.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités de matériaux et, produits à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle notoirement connu proposé par le maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'Entreprise.

6.1.3 Vérifications et surveillances avant livraison sur le chantier des matériaux et produits

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions qu'au deuxième alinéa de l'article 6.1.2 ci-dessus.

Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'Entreprise.

6.1.4 Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable à l'Entrepreneur, il en supporte le coût.

Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage en supporte le coût.

6.1.5 Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception

Les interventions effectuées par l'Entrepreneur doivent présenter à réception toutes les garanties de pérennité et de sécurité.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Avant de commencer tout ouvrage sur le site, l'Entrepreneur vérifie l'exactitude, la position, les niveaux, les cotes et l'alignement de tous les ouvrages en place exécutés par d'autres Entreprises, auxquels ses ouvrages sont attenants ou dont ils dépendent.

Si à un moment quelconque pendant l'avancement des ouvrages, une erreur est constatée ou se produit dans la position, les élévations, les cotes ou l'alignement de l'une quelconque des parties des ouvrages, l'Entrepreneur y remédie jusqu'à la satisfaction du Maître d'Œuvre.

La vérification de côtes, d'alignements et d'élévations par le Maître d'Œuvre, ne dégage en aucun cas l'Entrepreneur de sa responsabilité d'en vérifier l'exactitude.

ARTICLE 8 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

8.1 EMBALLAGES

Les emballages constituent un enjeu important dans la lutte pour la protection de l'environnement.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	26 / 33

A ce titre, le titulaire aura obligation d'utiliser des emballages réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Ces emballages restent la propriété du titulaire, qui a donc obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

Un contrôle de ces obligations pourra être réalisé. Dans ce cas, la fourniture de justificatifs sera demandée au titulaire.

8.2 GESTION DES DECHETS

Le candidat aura à sa charge l'enlèvement et le traitement de tous les déchets liés à l'installation et aux travaux associés. Il aura l'obligation de transmettre l'ensemble des informations relatives à la prise en charge et à la traçabilité de ces déchets à la direction Qualité Hygiène Sécurité et Environnement du PIC SCA-SCB-SMS.

ARTICLE 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules des C.C.T.P. Ils sont assurés par et aux frais de l'Entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P, ou un organisme agréé par la MOE.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article 6 du présent CCAP relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché, et ce, dans les conditions de l'article 6 ci-avant.

9.2 RECEPTION

9.2.1 Généralités

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte, avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

Les opérations de réception se déroulent conformément aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG Travaux.

9.2.2 Mise à disposition

Conformément à l'article 43 du CCAG, la prise de possession des locaux par le maître d'ouvrage avant l'achèvement des travaux pour certaines parties d'ouvrages sera précédée de mises à dispositions prononcées via ordres de service, accompagnés d'un état des lieux.

9.2.3 Dispositions particulières

La réception définitive ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendement obtenus, définis au CCTP de chaque lot et ses annexes.

Dans le cas où la MOE déciderait de la solliciter, la réception ne pourra être prononcée qu'après l'obtention de l'avis favorable de la commission de sécurité.

La réception des ouvrages sera prononcée conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions des articles 41 et 42 du CCAG Travaux en tenant compte des dispositions particulières suivantes :

Le courrier de demande de réception de l'entrepreneur devra être accompagné du dossier des plans à jour à la fin des travaux y compris travaux supplémentaires éventuels, des fiches d'essais et

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	27 / 33

des résultats exhaustifs des autocontrôles ou réglages auxquels l'entreprise doit avoir procédé pour proposer ses ouvrages aux visites préalables à la réception

En dérogation à l'article 41.6 du CCAG, l'entrepreneur dispose d'un délai d'un mois au maximum pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées réserves.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais et risques et périls de l'entrepreneur défaillant, de plein droit et sans besoin d'une mise en demeure préalable.

Indépendamment des mesures coercitives prévues, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités de retard prévues ci-avant, si les dates ne sont pas respectées.

9.2.4 Levée des réserves

Le délai fixé à l'Entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est de 1 mois

9.3 INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL EXPLOITANT

Les Entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est désigné par le Maître d'Ouvrage parmi ses effectifs ou ses exploitants.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux Entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire part au Maître d'Ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel reçu en formation.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le Maître d'Ouvrage, les Entrepreneurs mettent à sa disposition, les représentants compétents pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations, et ce, jusqu'à satisfaction du Maître d'Ouvrage.

Tous les documents d'exécution et notices de fonctionnement doivent avoir été fournis avant les formations.

Les Entreprises doivent notamment :

- Informer le personnel utilisateur des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement.
- Présenter en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement.
- Indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles, en simulant ces dernières

Cette prestation de formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de réaliser sur place les opérations de « pilotage » des installations.

Cette prestation est conclue par la remise d'un document de synthèse précisant le contenu de la formation dispensée, accompagné d'un procès-verbal attestant que la formation a bien été dispensée et des feuilles de présence signées.

9.4 DELAI DE GARANTIE

Les périodes de garantie prévues au Code Civil ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Elles courent depuis cette date, pendant :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	28 / 33

- UN AN (sauf disposition aggravante au CCTP) : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les Entrepreneurs sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage
 - Soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception
 - Soit par voie de notification écrite par le Maître d'Œuvre ou le Maître de l'Ouvrage pour ceux révélés postérieurement à la réception
- DIX ANS : durée de présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :
 - Qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage
 - Qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
 - Qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.
- DEUX ANS, de garantie biennale de bon fonctionnement et éléments détachables

Conformément aux stipulations de l'article 42.5 du CCAG Travaux la libération des « sûretés » ne pourra être applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

9.5 DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution.

En complément des spécifications de l'article 40 du CCAG Travaux, il est précisé que :

Deux mois avant l'achèvement du chantier, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour accord, la liste prévisionnelle des documents composant le DOE. La totalité de la documentation est rédigée (ou traduite) en français technique correct.

Les maquettes numériques des DOE comportent la modélisation 3D et les feuilles des plans, le DOE comportent également les notes de calculs, schémas, procès-verbaux de toute nature, certificats attestant la conformité aux normes des équipements et installations, tous dossiers techniques et également un dossier administratif constitué des attestations d'assurance, des agréments de sous-traitance, un listing exhaustif des matériaux et matériels mis en place.

La MOE doit faire parvenir à la MOA pour approbation un dossier DOE provisoire. Une fois ce dossier validé par la MOA, le nombre d'exemplaire à fournir par les entrepreneurs au maître d'ouvrage est de 2 exemplaires papiers et 3 exemplaires clés USB ainsi qu'un dépôt sur la plateforme collaborative BIM – GED dédiée mentionnée dans le cahier des charges BIM (Annexe 8). Un exemplaire papier et un exemplaire clé USB est également à transmettre au coordonnateur SPS pour établissement des DIUO. Un exemplaire sur clé USB est également à transmettre à la MOE.

Un essai de transfert des fichiers sera à effectuer avant la remise des documents définitifs pour vérifier le respect des normes de modélisation des maquettes numériques ainsi que la correspondance des couleurs et des calques utilisés pour les exports DWG et résoudre les éventuels problèmes générés par l'importance des fichiers.

Les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, être strictement conformes au matériel posé et se composer de :

- La documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité l'utilisation du matériel
- Le manuel d'utilisation

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	29 / 33

- Le manuel de maintenance (information concernant les opérations d'entretien et de remise en état du matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglage...)
- Le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées), les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés
- Les procédures d'urgence et de marche dégradée des installations en pilotage manuel.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués par les plans d'exécution et de synthèse issus des maquettes numériques, mis à jour et certifiés conformes à l'exécution par le maître d'œuvre par dérogation à l'article 40 du CCAG. Les maquettes numériques, plans et autres documents conformes à l'exécution sont remis au maître d'œuvre pour la réception sur la plateforme dédiée.

Le contenu et la forme du DOE BIM sera spécifié dans le protocole BIM d'exécution rédigé avant le démarrage des études d'exécution.

La remise des documents objet du présent article libère la tâche valorisée correspondante.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues ci-avant.

9.6 CLAUDE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

ARTICLE 10 ASSURANCES

10.1 GENERALITES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur (titulaire unique, cotraitant, sous-traitant désigné avant la conclusion du marché) – ou dans les quinze (15) jours suivant sa désignation, l'Entrepreneur sous-traitant désigné en cours de marché – doit justifier qu'il est titulaire des assurances en état de validité énumérées ci-après.

Chaque Entrepreneur est tenu de présenter, dans ces délais, les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

La non présentation des certificats d'assurances conformes est une clause de résiliation du marché.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'imposer à l'Entreprise, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de sa garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire en nature de garantie ou en montant de couverture.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	30 / 33

10.2 RESPONSABILITE CIVILE - EN COURS DE CHANTIER, PROFESSIONNELLE ET APRES RECEPTION

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant, pour des montants suffisants eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'Ouvrage.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

En outre et en complément de l'article 35 du CCAG Travaux, les Entreprises assureront sous leur responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des immeubles et ouvrages existants voisins (bâtis, voiries, terrains, clôtures, etc.) et devront être titulaires d'une assurance spéciale couvrant les risques aux existants et garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre tous recours des voisins.

Cette responsabilité valant renonciation à tout recours contre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Par ailleurs, l'Entreprise devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages de la voie publique, ainsi qu'aux propriétés voisines (y compris celles de l'Hôpital), affectées par les travaux.

10.3 GARANTIE DES DOMMAGES AUX BIENS DE L'ENTREPRENEUR ET A SES OUVRAGES

L'Entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions, et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantier et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

Il doit, à défaut d'assurance Tous Risques Chantier souscrite par le Maître d'Ouvrage, garantir ses ouvrages au minimum du fait d'incendie, foudre, explosion, effondrement en cours de travaux.

Il est rappelé aussi que les approvisionnements sur chantier, en usine ou atelier, qu'un Entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance spécifique.

Si une partie des locaux est mise à la disposition du Maître d'Ouvrage ou occupée par lui avant la réception telle que définie ci-avant (par exemple pour réalisation de travaux d'aménagement ou équipement par d'autres corps d'état), la garantie du contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître d'Ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

L'Entreprise devra fournir au Maître d'Ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

10.4 GARANTIES BIENNALE ET DECENNALE

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une **police d'assurance de responsabilité décennale**, couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1 à 1792-6, et 2270 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de chaque lot.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	31 / 33

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, Qualifanten, ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des lots qui leur sont attribués.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

10.5 ASSURANCE DES BUREAUX DE CHANTIER

L'Entrepreneur à qui incombent les installations de ces locaux, les assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier.

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- D'incendie, dégâts des eaux, vols, etc. ADI
- Risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les Entrepreneurs, Maître d'Œuvre et Maître de l'Ouvrage

Le Maître d'Œuvre appréciera, à titre de conseil, si la couverture du risque est suffisante. Il transmet les polices au Maître d'Ouvrage pour examen par l'assureur de celui-ci.

10.6 ATTESTATIONS D'ASSURANCE

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et professionnelle exigées des intervenants devront être :

- Jointes à l'offre : cette dernière sera considérée comme incomplète et par conséquent rejetée, faute de l'un de ces documents
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'Assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Ces attestations devront préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devront faire état d'une reconnaissance de l'Entrepreneur à l'Assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

L'attestation d'assurance Responsabilité Civile devra être valable pendant toute la durée des travaux.

Les attestations d'assurance de ses cotraitants et sous-traitants seront produites par l'Entrepreneur titulaire à l'appui de toute demande d'agrément par le Maître d'Ouvrage, et l'Entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance en vigueur de ses cotraitants et sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur devra prévenir le Maître d'Ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout règlement pourra être différé si l'Entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

Le règlement du solde est soumis à la présentation des certificats d'assurance conformes.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	32 / 33

ARTICLE 11 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 12 RESILIATION

Les dispositions prévues par le C.C.A.G. Travaux s'appliquent, toutefois le délai de six mois fixé à l'article 50.2.1 du CCAG est augmenté de la durée de la période prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux entre la date fixée pour le commencement du chantier et le début des travaux du lot considéré.

ARTICLE 13 DEROGATIONS

Article du CCAP	Article du CCAG Travaux	Objet
2	4.1	Documents contractuels
2	4.1	Liste des pièces constitutives du marché
3	9.1	Contenu des prix
3	14.3/14.2	Augmentation du montant des travaux
3	15.1	Diminution du montant des travaux
3	12.1 et 12.2	Décomptes et acomptes mensuels
4	19.2	Pénalités et retenues
5	12.2	Retenue de garantie
6	38	Essais
8	3.8.1	Ordre de service
8	28.2	Délai de remise du programme d'exécution
8	34.1	Dégradations causées aux voies publiques
8	31.3	Autorisations administratives
9	41.1 à 41.3	Réception
9 et 4	40	Documents fournis après exécution
9	41.6	Réception – dispositions particulières
10	50.2.1	Résiliation

Signature du Titulaire
Précédée de la mention
" Lu et approuvé "et timbre commercial

A.P.-H.P.	Consultation n° 25 009 du 13/02/2025	PIC
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	34 / 33